



PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
DIRECTION DE LA COORDINATION ET
DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE
Bureau des procédures d'utilité publique
2013/ICPE/284
dossier n° 97-1956

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R.511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté en date du 4 avril 1985 autorisant la Société SOCREL à exploiter une station de sevrage de 4 000 porcelets de moins de 30 kg au lieu-dit "la Landette" à BOUSSAY ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 24 juin 1996 à la Société SOCREL en vue d'exploiter au lieu-dit "La Landette" à BOUSSAY un élevage porcin composé de 443 truies ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 23 juin 1998 à la SCEA LA LANDETTE pour l'exploitation de l'élevage porcin ci-dessus cité ;
- VU l'accusé de réception du 31 mai 2001 accordant le bénéfice de l'antériorité à la SCEA LA LANDETTE pour un effectif de 1 383 animaux-équivalents porcs ;
- VU la demande présentée par la SCEA LA LANDETTE en vue d'être autorisée à procéder à l'extension de son élevage porcin en portant la capacité à 2 590 animaux-équivalents porcs ;
- VU les plans annexés à la demande ;
- VU l'avis du directeur départemental de la protection des populations en date du 12 mars 2013 ;
- VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;
- VU la décision en date du 16 mai 2013 du président du tribunal administratif de Nantes portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2013 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 19 août 2013 au 19 septembre 2013 inclus, sur le territoire de la commune de Boussay commune d'implantation du projet ;
- VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans la commune concernée par l'enquête publique, de l'avis au public ;
- VU la publication de cet avis dans deux journaux locaux quinze jours avant l'ouverture de l'enquête ;
- VU le procès verbal et l'avis du commissaire enquêteur en date du 17 octobre 2013 ;
- VU les observations recueillies au cours de l'enquête publique ;

VU l'avis du conseil municipal de BOUSSAY en date du 12 septembre 2013 ;
VU l'avis du conseil municipal de LA BRUFFIERE (85) en date du 26 septembre 2013 ;
VU l'avis du conseil municipal de TORFOU (49) en date du 6 septembre 2013 ;
VU l'avis du conseil municipal de ST GERMAIN SUR MOINE (49) en date du 9 septembre 2013 ;
VU l'avis du conseil municipal de GETIGNE en date du 19 septembre 2013 ;
VU l'avis du directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité en date du 16 avril 2013 ;
VU l'avis de Monsieur le préfet de Vendée en date du 23 avril 2013 ;
VU l'avis de la directrice de l'agence régionale de santé en date du 22 mai 2013 ;
VU l'avis de Monsieur le préfet de Maine et Loire en date du 28 mai 2013 ;
VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 12 juin 2013 ;
VU l'avis de l'autorité environnemental en date du 17 juin 2013 ;
VU l'avis du directeur régional des affaires culturelles des Pays de Loire en date du 29 juillet 2013 ;
VU l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 14 novembre 2013 ;
VU le rapport du directeur départemental de la protection des populations en date du 27 novembre 2013 ;
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 20 décembre 2013 ;
VU le projet d'arrêté transmis à la SCEA LA LANDETTE en application de l'article R.512-26 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;
VU la réponse de la SCEA LA LANDETTE en date du 9 janvier 2014 ;
CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre 1er du Livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L.511-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;
SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La SCEA LA LANDETTE dont le siège social est situé à "la Landette", 44190 BOUSSAY, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette même adresse un élevage porcin composé de 2 590 animaux-équivalents porcs.

Article 2 : Nature des installations

Article 2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A ou D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Effectif autorisé
2102	1	A	Porcs (établissements d'élevage, vente, transit, ...) en stabulation ou en plein air	Elevage de porcs	Plus de 450 animaux	2 590 animaux-équivalents
3660	c	A	Elevage intensif de porcs	Elevage de porcs	Plus de 750 emplacements de truies	810 emplacements

A : (autorisation)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
BOUSSAY	porcs	ZN	n° 53

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation l'établissement annexé au présent arrêté.

Le tiers le plus proche est situé à 777 mètres de l'exploitation.

Article 3 : Elevage soumis à la directive IED

L'installation relevant de la Directive IED est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant (voir plan annexé). En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 5 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 6 : Equipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 7 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L'INSTALLATION

Article 8 : Exploitation des installations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 9 : Règles d'aménagement de l'élevage

Tous les sols des bâtiments d'élevage et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Article 10 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Article 11 : Lutte contre les nuisibles

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Article 12 : Incidents ou accidents

Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 13 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage,

- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.)
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

TITRE 3 : PREVENTION DES RISQUES

Article 14 : Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Article 15 : Infrastructures et installations

Article 15.1 - Accès et circulation dans l'établissement

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.

Article 15.2 - Protection contre l'incendie

Article 15.2.1 - Protection interne

Dispositions relatives à la sauvegarde des occupants, à la préservation des bâtiments et de l'outil de travail

Le personnel est initié à la manœuvre des moyens de secours.

Doivent être affichées près de l'entrée des bâtiments, des consignes d'incendie comportant :

- la conduite à tenir en cas d'incendie (alarme, alerte, évacuation du personnel, attaque du feu),
- le n° de téléphone d'appel urgent du centre de traitement d'alerte des sapeurs-pompier (18),
- les personnes désignées pour l'accueil et le guidage des secours,
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie,
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17,
- le numéro d'appel du SAMU : 15,
- le numéro d'appel des secours à parti d'un téléphone mobile : 112.

Les locaux à risques (locaux techniques) seront isolés par des parois verticales et planchers hauts REI 60 (CF de degré 1 heure) et bloc porte EI 30 (CF de degré ½ heure) muni d'un ferme porte.

Extincteurs

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs appropriés aux risques à combattre à raison d'un appareil pour 200 m² et à proximité des risques particuliers (appareillages électriques ...).

Ils sont visibles et accessibles en toutes circonstances.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : "Ne pas se servir sur flamme gaz" ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif "dioxyde de carbone" de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

Article 15.2.2 - Protection externe :

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

Nature du point d'eau, Numéro	Volume	Débit	Adresse	Distance des bâtiments d'élévation
Réserve incendie	240 m ³		la Landette BOUSSAY	200 m

Le plan d'eau sera aménagé en réserve d'eau contre l'incendie conjointement avec le SDIS, bureau des opérations du groupement territorial de Nantes (tél. : 02.28.20.41.47).

L'exploitant est tenu de s'assurer que les débits et pressions des hydrants existants répondent aux normes NFS 61211 ou NFS 62213 ou NFS 61213 et NFS 62200. Une attestation de conformité devra être retournée aux services d'incendie et de secours. Une copie de cette attestation sera adressée à l'inspection des installations classées.

Dispositions relatives à la sécurité des intervenants et à la mise en œuvre des moyens de secours

Un plan schématique sous forme de pancarte inaltérable est apposé à l'entrée de chaque bâtiment afin de faciliter l'action des secours.

Le plan des différents niveaux, conforme à la norme NF S 60-303 relative aux plans et consignes contre l'incendie devra comporter notamment l'emplacement :

- des cloisonnements principaux (murs coupe feu),
- des dégagements principaux,
- des locaux à risques,
- des dispositifs et commandes de sécurité,
- des organes de coupure des fluides et énergies,
- des moyens d'extinction fixe et d'alarme,
- des voiries,
- des ressources privées de défense incendie (poteaux privés, réserve d'eau incendie).

Article 15.3 - Installations techniques

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Article 16 : Prévention des pollutions accidentelles

Article 16.1 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Article 16.2 - Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Article 16.3 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 17 : Prélèvements et consommations d'eau

Article 17.1 - Origine des approvisionnements en eau

L'approvisionnement en eau sera réalisé à partir d'un forage et du réseau public. Des analyses bactériologiques et chimiques sont réalisées une fois par an.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue.

Article 17.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Article 18 : Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Article 19 : Gestion des effluents

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Article 19.1 - Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivantes :

purin, lisier, fumier, compost, boues de station d'épuration, eaux colorées (brunes, blanches, vertes, lixiviats, jus de silos).

Type d'effluents ou de déjections	Volume ou masse produit annuellement	Valeur agronomique	
		Nt	P ₂ O ₅
Lisier	3 732 m ³		
Déjections solides issues du racleur en V	1 068 t	14 065 kg	10 670 kg

Article 19.2 - Gestion des ouvrages de stockage ou de prétraitement : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Le stockage du lisier se fera dans des fosses pour une capacité totale de 2 156 m³ pour une période de stockage de 7 mois.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage pour les fumiers et les fientes, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des lisiers et effluents liquides sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

Article 19.3 - Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux vannes sont traitées et évacuées conformément à la réglementation sanitaire en vigueur.

Article 19.4 – Traitement des effluents

Les effluents de l'élevage sont traités :

- par épandage sur des terres agricoles conformément aux dispositions du Titre 5 ;
- sur un site spécialisé : l'EARL DU SABLON à BOUSSAY pour être transformés en lombric-compost.

Article 19.5 – Traitement sur un site spécialisé

L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées :

- le relevé des quantités livrées et la date de livraison ;
- les bordereaux de livraison.

TITRE 5 : LES EPANDAGES

Article 20 : Règles générales

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont le plan figure en annexe au présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Article 21 :

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation de tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	Distance minimale sur terres nues	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur terres nues	Distance minimale sur prairies ou cultures
• composts visés au 5.8.5	10 mètres	enfouissement non imposé	10 mètres
• lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé	5 mètres	immédiat	15 mètres
• fumiers de bovins et de porcins compacts, fumiers et déjections solides de lapins, non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, • effluents après un traitement visé au 5.6.3 et/ou atténuant les odeurs, • eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.	50 mètres	24 heures	50 mètres
• effluents sans traitement atténuant les odeurs, • autres fumiers de bovins et porcins, • fumiers de volailles après un stockage d'au minimum deux mois, • fientes à plus de 65 p 100 de matière sèche, • lisiers et purins (sauf porcs), lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé.	50 mètres	12 heures	100 mètres
• lisiers de porcs	100 mètres	12 heures	100 mètres
• autres cas	100 mètres	24 heures	100 mètres

En dehors des périodes où le sol est gélé, les épandages sur terres nues des effluents doivent être suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus à l'exception des composts visés au point 5.8.5.

Les distances minimales définies ci-dessus s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55 C pendant 15 jours ou à 50 C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Article 22 : Modalité de l'épandage

Article 22.1 - Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Dans les zones vulnérables délimitées en application du décret du 27 août 1993 susvisé et notamment dans tout le département de la Loire-Atlantique, la quantité d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare épandable et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux.

Article 22.2 - Le plan d'épandage

Surface d'épandage :

Les effluents seront épandus sur une surface de 432,84 hectares dont :

- 46,55 ha mis à disposition par Mr Vincent ROUSSEAU à BOUSSAY,
- 89,38 ha mis à disposition par Mr Benoît FONTENEAU à TORFOU (49),
- 60,39 ha mis à disposition par l'EARL LE RUISSEAU à MONTIGNE SUR MOINE (49),
- 52,22 ha mis à disposition par Mr Daniel RAFFLEGEAU à BOUSSAY,
- 123,75 ha mis à disposition par le GAEC DE LA SOURCE à BOUSSAY,
- 60,55 ha mis à disposition par l'EARL LE SABLON à BOUSSAY,

et répartis sur les communes de BOUSSAY, GETIGNE, MONTFAUCON MONTIGNE (49), ST GERMAIN SUR MOINE (49), TORFOU (49) et LA BRUFFIERE (85).

Les effluents solides sont exportés sur le site de l'EARL DU SABLON à BOUSSAY pour être transformés en lombricompost.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- la localisation sur une représentation cartographique à une échelle de 1/5 000^e des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épandus ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies par le programme d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 susvisé.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Article 22.3 - Epandages interdits

L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; le préfet peut réduire cette distance jusqu'à 50 mètres pour l'épandage de composts élaborés conformément à l'article 17 ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles pour l'épandage des effluents et des produits issus de leur traitement autres que ceux définis comme fertilisants de type I dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code de bonnes pratiques agricoles. Des dérogations à cette distance de 500 mètres, liées à la topographie et à la circulation des eaux, peuvent être prévues par l'arrêté d'autorisation. L'épandage des effluents et des produits issus de leur traitement, définis comme fertilisants de type I dans l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 susvisé, est interdit à moins de 35 mètres des piscicultures ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole,
- par aéro-aspersion sauf pour les eaux issues du traitement des effluents,
- pour les lisiers de porcs et de volailles, les samedi, dimanche et jours fériés.

L'épandage par aspersion n'est autorisé que pour les eaux issues des élevages bovins si elles ont fait l'objet d'un traitement. L'épandage par aspersion doit être pratiqué au moyen de dispositifs qui ne produisent pas d'aérosol.

Article 22.4 – Pratique d'épandage

L'épandage fera l'objet d'un enfouissement rapide.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral concernant la directive Nitrates seront respectées.

Article 23 : Mise à disposition de parcelles pour l'épandage par un tiers

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à un exploitant qui valorise les effluents. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Ce contrat fixe également :

- Les traitements éventuels effectués,
- Les teneurs maximales en éléments indésirables et fertilisants,
- Les modes d'épandages,
- La quantité épandue,
- Les interdictions d'épandage,
- La nature des informations devant figurer au cahier d'épandage,
- La fréquence des analyses des sols et des effluents.

Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents.

TITRE 6 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 24 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Les installations de traitement de l'air devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie.

Article 25 : Odeurs et gaz

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Si l'exploitant met en œuvre un traitement destiné à atténuer les nuisances olfactives par utilisation d'un produit à action bactériologique ou enzymatique celui-ci sera utilisé conformément aux recommandations du fabricant (fréquence d'utilisation, dose).

Ces recommandations, de même que les justificatifs comptables relatifs à l'achat du produit désodorisant sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

Article 26 : Emissions et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

TITRE 7 : DECHETS

Article 27 : Principes et gestion

Article 27.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

Article 27.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 27.3 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets spécifiques tels que matériel d'insémination et de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 27.4 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 27.5 - Cas particuliers des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (porcelets, volailles) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Ils sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte réfrigérée à l'extérieur de l'élevage.

TITRE 8 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 28 : Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
$T < 20$ minutes	10
$20 \text{ minutes} \leq T < 45 \text{ minutes}$	9
$45 \text{ minutes} \leq T < 2 \text{ heures}$	7
$2 \text{ heures} \leq T < 4 \text{ heures}$	6
$T \geq 4 \text{ heures}$	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq .

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE 9 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Article 29 : Programme d'auto surveillance

Article 29.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article 30 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 30.1 - Auto surveillance de l'épandage

Article 30.1.1 - Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 31 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

TITRE 10 : DISPOSITIONS AUTRES

Article 32 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Article 33 : En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 34 : Modifications et cessation d'activité

Article 34.1 – Modifications

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de BOUSSAY et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique - Direction de la Coordination et du Management de l'Action Publique - Bureau des procédures d'utilité publique.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux conseils municipaux des communes de BOUSSAY, GETIGNE, LA BRUFFIERE (85), TORFOU (49), SAINT GERMAIN SUR MOINE (49) et MONTFAUCON-MONTIGNE (49).

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la SCEA LA LANDETTE dans les journaux «Ouest France» (éditions 44, 85, 49) , «Presse Océan» (édition 44), « La Vendée agricole » (édition 85) et « Le Courrier de l'Ouest » (édition 49).

Article 38 : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à la SCEA LA LANDETTE qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

Article 39 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de BOUSSAY et le directeur départemental de la protection des populations et l'exploitant sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 21 FEV. 2014

Le PREFET,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Emmanuel AUBRY

P.J. : Annexes 1 à 5

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 34.2 – Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Article 34.3 – Changement d'exploitant

Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 34.4 – Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-75 et R.512-76.

Article 34.5 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 35 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Nantes :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de **deux mois** à compter de sa notification,
- pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'**un an** à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 36 : Sanctions

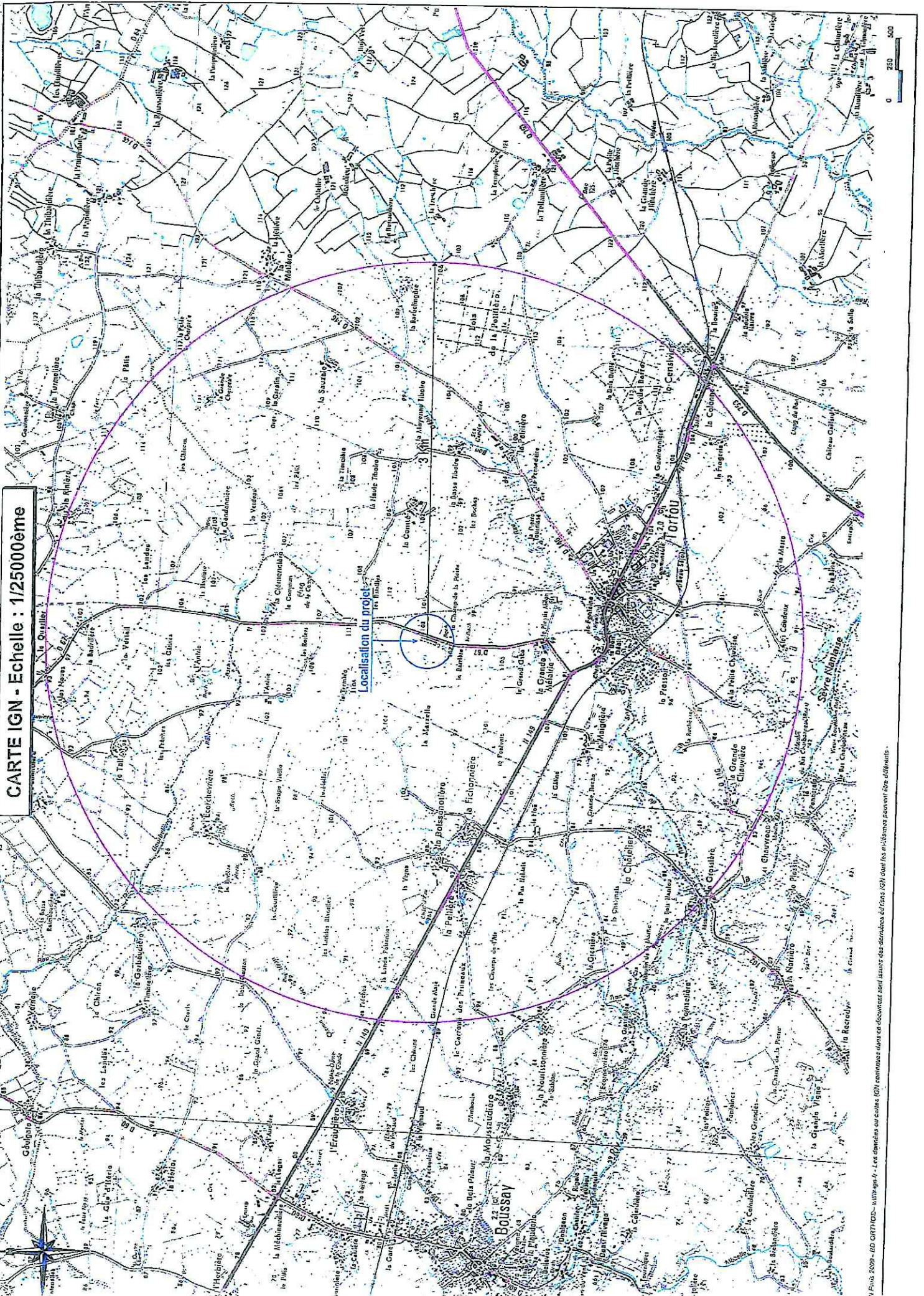
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement.

Article 37 : Publication de l'arrêté préfectoral

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de BOUSSAY et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de BOUSSAY pendant une durée minimum d'un mois.

CARTE IGN - Echelle : 1/25000ème



Annexe 2

Département	Commune	Identification parcelles N° lot Section		N° cadastrale	Surface		Occupation du sol	Agronomique		Apitude Pente	Surface potentiellement épuisable	
					Ilots	exploités					100 m des tiers	50 m des tiers
44	BOUSSAY	1	ZP	41, 42, 43	7,63	7,63	T.L.	2	2	2	7,63	7,63
		2	ZP	74	3,24	3,24	T.L.	1	2	2	3,24	3,24
		3	ZR	12, 15, 16, 19	5,42	5,42	S.T.H.	1	2	1	5,04	5,41
					4,50	4,50	T.L.	1	2	1	4,10	4,10
					2,52	2,52	T.L.	1	2	1	2,52	2,52
					3,20	3,20	T.L.	1	2	1	2,15	2,31
		4	ZR	18	4,69	4,69	T.L.	1	2	1	3,42	3,56
		5	ZR	36	2,99	2,99	T.L.	1	2	1	2,99	2,99
		6	ZR	37p	3,40	3,40	STH	1	2	1	2,25	3,05
		7	ZR	38, 117	2,52	2,52	STH	1	0	0	0	0
		8	ZR	94p, 95p, 97p	1,37	1,37	T.L.	1	2	1	0,24	0,97
		9	ZR	141p, 116p	3,75	2,27	T.L.	1	2	1	1,14	1,14
		11	ZW	42	5,53	1,48	STH	1	0	0	0	0
					0,22	0,22	T.L.	2	2	2	3,94	4,87
					0,22	0,22	AU	0	0	0	0	0
		14	ZR	141p	4,77	4,77	T.L.	1	2	1	4,77	4,77
		15	ZY	60	6,53	1,10	STH	0	2	0	0	0
85	LA BUIFFIERE	13	ZE	22	3,04	0,66	STH	0	0	0	0	0
					3,04	3,04	T.L.	2	2	2	2,56	2,96

Sous total exploitation EARL DU SABLON	SPE	
	100 m	50 m
	60,55	49,52

VU
pour être annexé à mon
avis en date du 21 FEV. 2014
NANTES, le 21 FEV. 2014
LE PREFET,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général
Emmanuel AUBRY

VU
pour être annexé à mon
arrêté du 21 FEV. 2014
NANTES, le 21 FEV. 2014
LE PREFET,

Pour le préfet et par délégation,
le Secrétaire Général
Emmanuel AUBRY

Parcelles exploitées par le GAEC DE LA SOURCE et étudiées par AQUASOL

Département	Commune	Identification parcelles		Occupation du sol	Surface		Aptitude		Surface potentiellement épanachable	
		N° lot	Section		lot	exploitée	Agronomique	Pente	100 m des tiers	Raisons d'exclusions
44	BOUSSAY	2	ZI	3, 19, 69, 70, 71	1,84	2,62	0	0	0	Cours d'eau permanent, Pente
						1,97	0	2	2,59	Tiers
						0,97	0	0		Cours d'eau permanent, Pente
						2,46	0	0		Cours d'eau permanent, Pente
		3	ZI	13, 14	16,41	3,39	0	0	15,08	Cours d'eau permanent, Pente
						1,03	0	2	3,08	Etang, tiers
						5,05	0	2		Cours d'eau permanent
						0,21	0	2	3,98	Agronomique
		4	ZI	16	1,90	7,04	0	2	1,90	Etang, tiers
						7,90	0	2	6,84	Autres utilisations
		5	ZI	18	0,86	7,79	0	2	1,90	Etang
						7,79	0	2	6,84	Agronomique
		7	ZK	3	1,26	3,83	0	2	7,79	Etang
						3,51	0	2	1,11	Agronomique
		8	ZL	1	3,15	8,62	0	2	1,11	Etang
						3,15	0	2	3,85	Tiers
49	MONTFAUCON	9	ZI	22p	3,15	3,15	0	2	2,96	Etang
						8,49	0	2	3,15	Tiers
		10	ZE	1	6,27	4,97	0	2	8,49	Etang
						1,30	0	2	3,70	Tiers
		11	A	552 à 554, 595	1,86	7,02	0	2	1,05	Agronomique
						1,86	2	2	0,6	Cours d'eau permanent, Tiers
		12	A	928, 939, 594	7,02	3,75	0	0		Pente, Cours d'eau permanent
						4,96	0	2	1,38	Etang, tiers
		13	B	357 à 361, 367 à 369	1,21	3,53	0	2	3,53	Pente, Cours d'eau permanent
						3,41	0	2	3,53	Pente, Cours d'eau permanent
		14	B	145, 399, 1176p, 1042	2,05	1,65	0	2	2,05	Pente, Cours d'eau permanent
						1,61	0	2	1,21	Cours d'eau permanent
		15	B	395, 396, 398, 400, 401p, 527	2,90	2,90	0	2	2,68	Cours d'eau permanent
						0,25	0	2	3,71	Bois
		16	B	403, 404, 405, 794	3,71	1,81	0	2	3,71	Cours d'eau permanent
						2,87	0	2	1,81	Bois
SAINT-GERMAIN-SUR-MOINE	SAINT-GERMAIN-SUR-MOINE	17	B	390 à 393	2,59	0,32	0	2	2,87	Bois
						2,91	0	2	2,59	Bois
		19	B	516, 517	2,22	2,22	0	2	2,22	Bois
						0,48	0	2	0,48	Bois
		20	B	377, 378	0,44	0,44	0	2	0,44	Bois

SPE	
100 m	50 m
123,75	94,63

Sous total exploitation GAEC DE LA SOURCE

VU
pour être annexé à mon
arrêté du 21 FEV. 2014
NANTES le 21 FEV. 2014
LE PREFET,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général
Emmanuel AUBRY

Département	Commune	Identification parcelles N° lot Section N° cadastrale			Surface Ilots exploités		Occupation du sol		Agronomie		Apptude		Surface potentiellement épanachable		
									Agronomique	Pente	100 m des tiers		50 m des tiers		Raisons d'exclusions
											Finale				

44	GETIGNE	2	AX	54 à 57	2.00	2.00	STH	/	0	0		Pente, Cours d'eau permanent
		3	AV	2	2.70	2.70	STH	/	0	0		Pente, Cours d'eau temporaire
			AW	431								
49	TORFOU	1	F	225, 226, 227, 229, 233p	6.33	6.33	T.L	/	2	1	6.33	Cours d'eau permanent. Tiers
44	BOUSSAY	4	ZN	2, 4	40.99	23.40	STH	/	2	1	15.91	Etangs, puits, Cours d'eau permanent. Tiers
						1.44	T.L	/	2	1	1.44	Bois
						3.45	T.L	/	2	1	2.82	Cours d'eau permanent
						6.23	T.L	/	2	1	6.23	Puits, Tiers
						6.48	T.L	/	2	1	6.48	Etangs
		5	ZN	4	0.19	0.19	STH	0	2	0		Exclu géométrique

SPE			
Surface totale			
52.22	100 m	39.21	47.45

Sous total exploitation MR RAFFLEGEAU

Parcelles exploitées par MR ROUSSEAU et étudiées par AQUASOL

Département	Commune	Identification parcelles			Surface lots exploitée	Occupation du sol	Apptitude		Surfaces potentiellement épanachable		
		N° lot	Section	N° cadastrale			Agronomique	Pente	100 m des tiers	50 m des tiers	Raisons d'exclusions

44	BOUSSAY	1	ZN	12	21.41	3.54	T.L	/	/	2	1	Tiers
					14.93		T.L	/	/	2	1	Etangs, Puits
					0.86		AU					Autres utilisations
		2	ZP	77	1.67	2.08	T.L	/	/	2	1	Puits
						1.12	STH	/	/	0	0	pente
		3	ZP	50p	1.44	0.55	T.L	/	/	2	1	0.30
		4	ZP	46	1.10	1.44	T.L	/	/	2	1	0.34
		5	ZN	20	1.62	1.10	T.L	2	2	0.86	0.89	Puits, Tiers
		6	ZN	26	5.90	1.62	T.L	/	/	2	1	1.50
		9	ZP	44, 188	7.02	5.90	T.L	/	/	2	1	5.90
44	BOUSSAY	10	ZP	172 à 175	6.39	7.02	T.L	2	2	6.44	6.44	Etangs
						6.39	T.L	2	2	5.32	6.15	Exclu géométrique

SPE			
Surface totale			
46.55	100 m	39.73	42.05

Sous total exploitation MR RAFFLEGEAU

SPE			
Surface totale			
432.84	100 m	321.37	343.97

TOTAL PLAN d'EPANDAGE SCEA LA LANDETTE

